

Var-matin

nice-matin

La Seyne - Sanary

15, boulevard de Strasbourg - 83000 TOULON - Tél. 04.94.93.31.00 - CPPAP 0909 C 85864 - ISSN 0221-3524 - http://www.varmatin.com

DANS LES ALPES-MARITIMES

Une institutrice varoise se tue aux commandes de son planeur

► Page 4



Réseau de Professionnels électriciens

Installation et chauffage Electrique
Climatisation Réversible

Offre DOMOFINANCE :

Prêts VIVRELEC RENOVATION à partir de 3,51%

EDF est membre du réseau ALLIANCE ELECTRIQUE

5, rue Picot, 83000 TOULON - 04 94 18 98 55
www.alliance-electrique.com

La France du non

- 55 % des électeurs ont refusé la ratification du Traité constitutionnel européen

- Ce rejet va entraîner de profonds bouleversements politiques, à droite comme à gauche

- Chirac annonce un remaniement. Sarkozy se pose en candidat

► Dans nos trois pages spéciales, commentaires, analyses, réactions et résultats



Déchaînement de la violence à Perpignan

Une semaine après le lynchage de Mohamed Bey-Bachir, un homme d'origine maghrébine a été tué par balle et trois autres personnes blessées hier à Perpignan.



Un « non » franc et massif

Les Varois massivement contre

57,5 % de « non » : treize ans après avoir refusé le traité de Maastricht, les électeurs de notre département ont repoussé hier le projet de constitution européenne

EUX, au moins, ont de la suite dans les idées. En septembre 1992, prenant à contre-pied leurs compatriotes du reste de la France, les Varois avaient massivement repoussé le traité de Maastricht (*). Avec, il est vrai, un très faible taux de mobilisation.

Treize ans plus tard, en cette balnéaire fin mai 2005, les électeurs du département ont confirmé leur défiance envers l'Europe ; hier, ils se sont tout aussi massivement prononcés contre la constitution étoilée.

Motivés

La différence par rapport à Maastricht - et elle aura été palpable - tient dans la motivation : à 19 heures, quoiqu'en léger retard sur la moyenne nationale, ils étaient déjà 62,65 % (soit 6 % de mieux qu'en 1992) à avoir exprimé leur avis.

Si bien qu'à 22 heures tapantes, alors que la fermeture des bureaux parisiens et lyonnais (intervenu deux heures après ceux de la « province ») coupait définitivement court aux ultimes rumeurs, le Var, ayant abondamment voté, pouvait se pencher sur ses propres compteurs.

Non sans un certain sentiment de vertige... Ni la moindre assu-

rance, en tout cas, de pouvoir y déchiffrer les préludes d'une quelconque nouvelle recomposition politique.

Bien imprudent, en effet, qui pouvait s'aventurer « à chaud » à donner la clé de cette confrontation, livrée à plein débat hors des traditionnels clivages partisans, sur le champ de bataille d'une bipolarité encore totalement inédite...

En première analyse, on se bornera donc à réaffirmer que toute théorie de la relativité politique doit, avant tout, composer avec le facteur temps.

Puisque dans notre département, le plus récent scrutin en date - celui des élections européennes de juin 2004 - pouvait laisser augurer d'un dénouement joué d'avance.

Il y a un an à peine, les voix cumulées des quatre grands partis depuis lors engagés de concert en faveur de la Constitution européenne (PS, UMP, UDF et Verts) avaient, en effet, représenté une « part de marché » supérieure à 60 %.

Quand les suffrages obtenus par les principales formations aujourd'hui opposées au texte (FN, PCF, extrême gauche, etc) n'excédaient pas, dans le meilleur des cas, les 35 %.

Coup de grisou

Plus proche encore dans le temps, la consultation interne au parti socialiste, le 2 décembre dernier, avait vu 62 % des militants varois se prononcer en faveur du texte défendu par François Hollande.

Dans un Var immuable et régi par la seule loi arithmétique, la validation du traité constitutionnel européen, en tout état de cause, aurait donc pu n'être qu'une aimable formalité.

Mais, en démocratie comme en art militaire, le terrain se révèle toujours autrement plus accidenté que le papier.

Et le « Non » a déferlé ce dimanche sur l'ensemble des communes du Var, excepté en de rares poches de résistance comme Saint-Raphaël, Saint-Tropez, Ollières, Le Rayol, Carqueiranne, Seillans, Vérignon ou Grimaud...

De coup de semonce en coup de grisou, ainsi vont, désormais à l'unisson des grandes tendances nationales, les urnes départementales.

L'an passé déjà, à l'occasion d'échéances régionales et européennes nettement favorables à la gauche, l'électeur varois semblait avoir brandi son bulletin de vote comme un avertissement au pouvoir UMP.

Un nouveau carton rouge est sorti ce dimanche de sa poche ; restera désormais à savoir à quels destinataires prioritaires il s'adresse.

P. L.

(*) Dans le Var, la ratification des accords de Maastricht s'était soldée par 57,58 % de « non » contre 42,42 % de « oui ».



Le scrutin varois de juin 2004

Voici, dans l'ordre décroissant, le rappel des résultats des élections européennes du 13 juin 2004 dans notre département :

Listes : Rocard (PS) 25,56 % ; Grossetête (UMP) 19,05 % ; Le Pen (FN) 15,24 % ; Cornillet (UDF) 10,51 % ; Louis (MpF) 7,84 % ; Benhamias (Verts) 5,48 % ; Gomez (PCF) 4,61 ; Marchiani (RPF) 3,02 % ; Vidal-Daumas (Chas.) 2,39 % ; Vachetta (LCR-LO) 1,99 % ; Governatori (SE) 1,65 % ; Vauzelle (MNR) 0,94 %, etc.

La participation dans le Var a été élevée comme ici dans un bureau de Brignoles.

Hubert Falco : « L'angoisse sociale l'a emporté »

Pour le sénateur maire de Toulon, président de l'UMP du Var, partisan du oui, « le président de la République en ayant recours au référendum a provoqué un grand débat qui illustre la volonté d'expression des Français. L'angoisse sociale, l'envie de donner une leçon aux « élites » jugées distantes, l'ont emporté sur le débat européen. La constitution nous permettait de passer de l'Europe technocratique, de l'Europe bureaucratique, de l'Europe réglementaire à l'Europe de la Démocratie, plus humaine, plus politique, plus accessible, plus sociale. Ce résultat isole la France qui, à l'heure de la mondialisation, ne peut s'en tirer seule. Au-delà des enjeux de cette consultation, reconnaissons avec lucidité que les Français souhaitent avec force



plus de dialogue, plus d'écoute, tout simplement une autre politique. » (Photo A. Dupeyroux)

Les réactions

Philippe Vitel : « Un doute face à la complexité du texte »

Le député, partisan du oui, n'est « pas surpris ». « En revanche, je le suis agréablement par le fort taux de participation. Les Français se sont appropriés ce dossier et se sont montrés très responsables. C'est une très grande victoire de la démocratie. Nos concitoyens par la voix du suffrage universel ont exprimé une opinion. Il faut en tenir compte. Il faut la respecter. Ils ont exprimé un doute face à la complexité du texte (je ne suis pas sûr que le référendum était la bonne solution). Il y a sans doute une nécessité d'avoir une grande réflexion dans les deux ans à venir. Mais je ne suis pas inquiet : cela peut ralentir la construction européenne mais on n'arrêtera pas quelque chose d'inéluctable. »

François Trucy : « Ce texte aurait dû être discuté au parlement »

Le sénateur, partisan du oui, estime que « c'est une belle "cagade" comme l'on dit en provençal. Le président de la République n'aurait jamais dû soumettre un texte aussi difficile et complexe, à un référendum où le pays répond à tout sauf à la question. Comme dans un pays démocratique, cela aurait dû être discuté au parlement. D'une question d'origine européenne, on a fait référence à la politique intérieure et le « non » est un vote sanction de cette politique

d'Etat. Maintenant, nous allons voir surgir un problème de politique intérieure et avoir tous les inconvénients de l'Europe. »

Jean-Claude Alberigo : « Pour une autre Europe »

Le porte-parole des Verts du Var « savourent... » « J'ai milité comme la majorité des adhérents des Verts, donc je suis assez satisfait, notamment sur Hyères, où le « Non » est populaire. Les Hyérois craignent pour leurs acquis sociaux. Ils n'ont pas reçu les bienfaits promis par l'Europe. Le « Non » marque une revendication sociale, celle d'une autre Europe. Ceux qui chez les Verts appelaient à voter « Oui » partagent cette idée. Il n'y aura donc pas de rupture. »

« Je ne crois pas que la France sera isolée par rapport à ça. Elle s'appliquera à faire comprendre son choix. Le « Non » français est décisif. Les Verts sont et restent pro-européens. »

Christiane Hummel : « Pas assez de référence aux racines chrétiennes »

La sénatrice maire de La Valette du Var, UMP, favorable au oui salue « la remarquable participation à ce scrutin qui prouve que les Français, et les Valettois se sont beaucoup intéressés à la question. Même si je ne suis pas sûre que ce soit par rapport à la constitution qu'ils se soient

exprimés. Les Français, et les Valettois que j'ai beaucoup entendus au cours de ces dernières semaines, ont exprimé leurs craintes et leur rejet vis-à-vis de la Turquie, de l'importation du textile chinois, ont également sanctionné le gouvernement par rapport au lundi de Pentecôte. Enfin, je crois que dans cette campagne, on n'a pas suffisamment fait référence aux racines chrétiennes de l'Europe. »

Jean Hennion : « Se débarrasser des propositions libérales »

Pour le représentant du PCF, partisan du non, « ce résultat est doublement satisfaisant pour le score du non mais aussi en terme de participation. Il confirme l'inversion des tendances depuis vingt ans parce qu'enfin les chômeurs, les salariés, tous ceux qui avaient l'habitude de se taire et avaient le sentiment de ne pas être écoutés se sont exprimés en force. C'est une victoire pour le PCF mais aussi pour toutes les forces de progrès qui se sont exprimées dans ce scrutin. Nous avons beaucoup débattu des enjeux cachés de cette constitution et surtout, nous avons mis en perspective de nouvelles propositions pour entrevoir ce que serait cette constitution débarrassée de ses propositions libérales. Il faut un repositionnement de la constitution sur les bases sociales. »



Hier, les partisans du non de gauche se sont rassemblés à Toulon, place du Théâtre. (Photo André Dupeyroux)

Toulon : les partisans du non chantent leur joie

Drapeaux rouges déployés, sono installée, buffet dressé... les partisans du non, gauche en tête, « tous ceux qui se retrouvent dans la victoire du non », ont manifesté leur joie hier soir, place de l'Opéra à Toulon.

Si 1992 avait donné le ton dans le Var avec le traité de Maastricht, 2005 est encore plus lourd de signification pour la CGT, la FSU, la LCR, le PC ou encore le MRC. « Ce n'est pas un non d'exclusion, a déclaré Alain Bolla, secrétaire

général de l'UD-CG, faisant référence au poids de la présence du FN à l'époque. C'est un vrai rejet de l'ultra-libéralisme. Ce n'est pas un non pour l'Europe, c'est un non social, de liberté, de solidarité, un non d'espoir ». « Un non du peuple face au oui de l'aristocratie », a ajouté Alain Jaubert (MRC). Un non qui a résonné jusque tard dans la nuit, hier, sur la place de l'opéra où plus d'une centaine de personnes, unies dans la même ferveur, s'étaient rassemblées.

Des électeurs désorientés

Surprise, surprise : certains électeurs ont appris, hier matin, qu'ils ne votaient plus dans le bureau indiqué sur leur carte d'électeur.

Motif : une nouvelle sectorisation, demandée par arrêté préfectoral en août 2003 et qui a obligé les communes du Var à redécouper les différents bureaux.

Les plus surpris ont été ceux qui n'ont pas participé aux trois scrutins de 2004 (élections régionales, cantonales et européennes). En effet, alors

que tous les électeurs étaient censés avoir reçu un avis accompagné d'une nouvelle carte, ceux qui n'ont pas fait usage de leur droit de vote l'an passé, ont tout simplement occulté l'information.

Dans la plupart des cas, il s'agissait d'un simple changement de bureau et les électeurs concernés n'ont eu à se déplacer que de quelques mètres. La leçon de cette petite histoire est probablement que le référendum a intéressé plus d'électeurs que prévu.

Bien-être
ou ne pas être...

L'eau et l'air, savamment combinés par un système élaboré de SPA ou JACUZZI®, forme le fluide régénérant qui parcourra votre corps d'une douce effervescence pour défaire les accrochages du stress, les tensions musculaires résiduelles et laisser votre esprit libre. L'expérience extraordinaire de l'hydromassage, porteur bienfaisant de santé, vous aidera à retrouver l'équilibre psychophysique naturel pour redécouvrir l'espace illimité du bien-être.

JOURNÉES PORTES OUVERTES

vendredi 3, samedi 4
et dimanche 5 juin

SPA DE NAGE
EXCLUSIVITÉ
IDÉAL SPA

Venez découvrir les exclusivités IDÉAL SPA, JACUZZI®, SPAS, Hammams et Saunas, en situation dans un cadre apaisant, loin des fureurs de la zone commerciale.

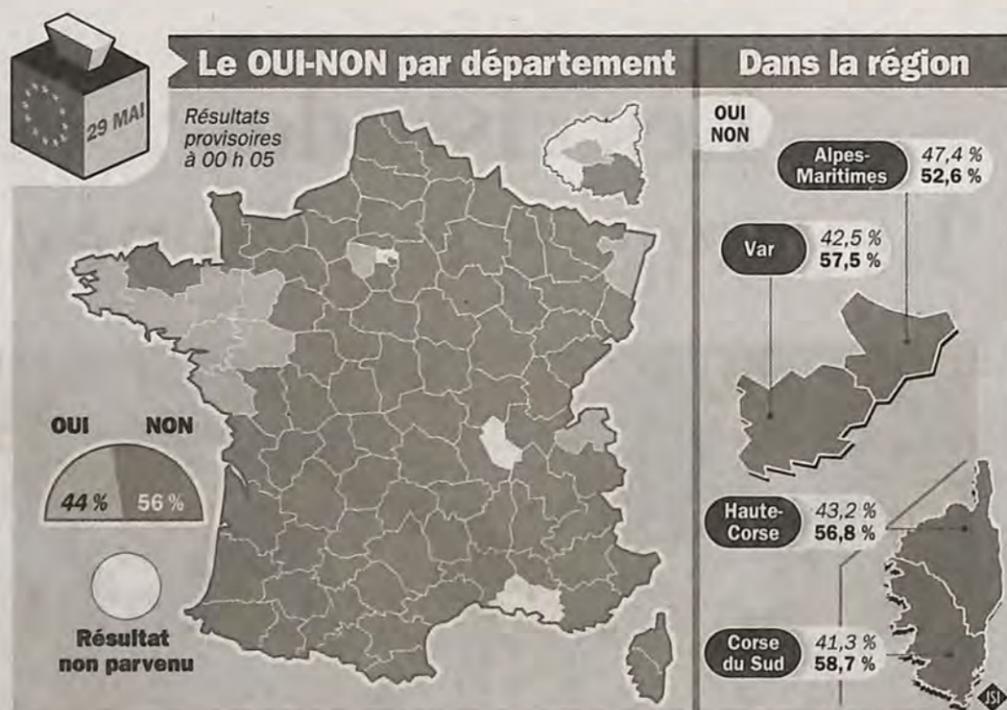
ROUTE DE TOULON-HYÈRES RN 98
915, CHEMIN DE LA GIAVIS
à côté de L'Âtre décors
83260 LA CRAU - LA MOUTONNE

idéal SPA

JACUZZI® SPAS HAMMAMS SAUNAS

EXPOSITION VENTE INSTALLATION

Tél. 04 94 66 08 51 | www.idealspa.com



Et maintenant,

Les électeurs ont rejeté massivement, hier, le Traité constitutionnel européen créant un « contexte difficile » pour la France en Europe, selon le président Jacques Chirac

Séisme en France et en Europe. Les Français consultés, hier, par référendum ont rejeté la Constitution européenne à la nette majorité de 55 % des voix, selon les résultats encore partiels du ministère de l'Intérieur.

Le "non" français ouvre une crise majeure en Europe. Il constitue un échec cinglant pour le président Jacques Chirac, et un désaveu du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Le chef de l'Etat a annoncé dès hier soir des décisions « dans les tout prochains jours concernant le gouvernement et les priorités de son action ».

La victoire du "non" est sans appel. Ce résultat a été obtenu à l'issue d'un scrutin marqué par une participation importante pour ce type de scrutin : avec environ 70 %, la participation a égalé celle du référendum du 20 septembre 1992 sur le traité de Maastricht (69,69 %).

Jacques Chirac n'a pu que « prendre acte » de cet échec dans une déclaration solennelle et radiotélévisée à 22 h 30. Répondant au message des Français, le chef de l'Etat a assuré qu'il en tiendrait compte au prochain Conseil européen des 16 et 17 juin. Mais il a en même temps prévenu que ce "non" allait créer un « contexte difficile » en Europe.

L'ampleur du revers pour Jacques Chirac est, en tout cas, comparable à celui des législatives de 1997 : en décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, il avait alors offert une large victoire aux socialistes, ouvrant la voie à cinq années de cohabitation avec Lionel Jospin. Cette fois, le chef de l'Etat conservera les rênes du pouvoir et n'aura plus à affronter d'élection d'ici à 2007. Mais la légitimité de celui qui avait été élu avec 82 % des suffrages le 5 mai 2002 face à l'extrême droite est remise en cause : son gouverne-

ment a été sanctionné lourdement par les Français à trois reprises en trois ans : aux régionales de mars 2004, aux Européennes de 2004, puis lors de ce référendum d'hier.

Le chef de l'Etat perd en crédibilité pour 2007

L'hypothèse d'une nouvelle candidature de Jacques Chirac en 2007 perd ainsi en crédibilité, même si l'homme a démontré

une étonnante capacité à retomber sur ses pieds. Déjà, le président de l'UMP Nicolas Sarkozy prenait date hier soir pour la prochaine présidentielle.

Surtout, contrairement au scrutin de 1997, ce "non"-là va avoir de lourdes répercussions internationales. Car le rejet du Traité constitutionnel place les 24 pays partenaires de la France devant un casse-tête juridique et politique, la Constitution devant impérative-

ment, pour entrer en vigueur, être ratifiée par l'unanimité des Etats-membres. Pire : le "non" français pourrait être contagieux, alors que les Néerlandais, consultés par référendum mercredi prochain, semblent s'apprêter aussi à voter "non".

Dans ce contexte, Jacques Chirac risque de se retrouver en position d'accusé lors du prochain Conseil européen, les 16 et 17 juin à Bruxelles.



Marc CHEVANCHE

« NON » A QUOI ?

L'ORIENTATION de l'opinion que les sondages avaient mesurée pendant près de deux mois s'est donc confirmée dans les urnes avec le succès du « non ».

Les partisans du « oui » ont pu encore espérer dans la toute dernière période puisque, notamment après l'intervention de Jacques Chirac, l'écart entre le « oui » et le « non », s'était sensiblement réduit. Et, dans la journée de samedi, des sondages publiés dans la presse étrangère donnaient même un rapport de force de l'ordre de 50-50 conférant ainsi au scrutin référendaire un suspense qui marque les grands rendez-vous électoraux.

Le caractère exceptionnel

de ce scrutin s'est d'ailleurs confirmé dans cette participation record.

Avec ses quelque 70 % de votants, le vote d'hier se classe dans la glorieuse série des élections présidentielles, des référendums gaullois et des scrutins européens, dès lors du moins qu'ils touchent à l'essentiel : c'est en effet une participation du même ordre que celle constatée lors du référendum pour le Traité de Maastricht qui a marqué le référendum sur le Traité constitutionnel européen.

C'est donc le « non » qui a tiré le bénéfice de cette forte mobilisation. Mais « non » à quoi ? Nul doute que ce « non » traduit un refus des politiques nationales et qu'il

exprime ce que l'on a pu appeler une angoisse sociale. Mais il y a tout lieu de penser que les électeurs ne se sont pas trompés d'élection. Car cette angoisse sociale et le refus des politiques qui la font naître, les électeurs les ont inscrits dans une profonde remise en cause de l'Europe telle qu'elle est.

C'est d'ailleurs pourquoi les conséquences politiques de ce scrutin sont aujourd'hui si difficiles à mesurer. Pour ce que ce « non » dit de national, l'échéance est lointaine : c'est 2007. Et pour ce que ce « non » dit d'européen, c'est plus problématique encore puisque là, c'est tout simplement une ère inconnue qui commence.

Participation équivalente à Maastricht

Avec un taux de participation d'environ 70 %, le référendum sur le Traité constitutionnel s'inscrit parmi les scrutins qui ont le plus mobilisé les électeurs depuis une dizaine d'années. S'agissant des seules consultations sur la construction européenne, le vote d'hier est celui pour lequel se sont déplacés le plus d'électeurs, battant d'une courte tête la participation enregistrée en septembre 1992 pour le traité de Maastricht (69,70 %). En 1972, l'élargissement à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark n'avait attiré que 60,24 % des électeurs. Ce faible niveau d'abstention démentit le désintérêt supposé des Français pour les affaires européennes.



Les Français ont massivement participé au référendum sur le Traité constitutionnel européen, avec un taux de 70 % à 70,5 %, soit une abstention de 29,5 % à 30 %, selon les estimations des instituts de sondage CSA, Ipsos, et TNS Sofres diffusées tard hier soir. (Photo AFP/Mychèle Daniau)

Chirac : « La France reste naturellement dans l'Union »

Voici dans son intégralité actuals. « Nous avons devant

Réactions

→ Marine Le Pen (FN) a réclamé la démission du président de la République et l'organisation d'élections législatives.

Un pays coupé en deux

Les Français ont majoritairement voté non d'abord parce qu'ils sont mécontents de la situation économique et sociale en France, et ensuite parce qu'ils trouvent la Constitution trop libérale, selon un sondage IPSOS.

Les hommes ont voté davantage " non " (57 %) que les femmes (53 %). Les moins de 60 ans ont voté " non " (de 62 % chez les 45-59 ans à 55 % chez les 25-34 ans), les plus de 60 ans ont voté " oui " (56 % chez les 60-69 ans, 58 % chez les 70 ans et plus). Les

ouvriers (79 %), les agriculteurs (70 %), les employés (67 %), les professions intermédiaires (53 %), les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (51 %) votent non, tandis que votent oui les professions libérales et cadres supérieurs (65 %).

On vote " oui " à Paris (55 %), mais " non " ailleurs. Les diplômés votent " oui ", ceux qui n'ont aucun diplôme votent massivement " non " (72 %). Les électeurs du PS ont voté " non " à 56 %, et ceux des Verts à 60 %.

Les tenants du "non" règlent leurs comptes

Certains tenants du non, tant à gauche qu'à droite, ont appelé hier soir à la démission du président Chirac après le rejet sans appel du Traité constitutionnel européen.

Pour **Philippe de Villiers**, le président du Mouvement pour la France (MFP), la France connaît « une crise politique majeure », que « seul le président de la République peut dénouer (...) soit par sa démission, étant donné qu'il s'est quand même lourdement engagé, soit par la dissolution de l'Assemblée nationale ».

A gauche, **Jean-Luc Mélenchon**, un des chefs de file du non au Parti socialiste, a martelé : « Ou il se soumet, ou il se démet, mais s'il pense qu'il n'y a pas de renégociation possible » de la Constitution, « il faut qu'il s'en aille ».

Enfin, le sénateur PCF **Robert Hue** a estimé que si Jacques Chirac ne tenait pas compte de la large victoire du non au référendum constitutionnel dimanche soir, il devrait « se démettre ». Avant d'ajouter : « Nous sommes dans une situation de politique tout à fait nouvelle et (qu') il faut que le président en tienne compte ».

Henri Emmanuelli, de son côté, a réservé ses flèches à son propre parti. Il a réclamé hier

un « programme de législature impliquant tous les partis de gauche qui le souhaitent » ainsi qu'une primaire pour désigner le futur candidat de gauche à la présidentielle de 2007.

Pour lui, la victoire du "non" est « un vote très sociologique dont le PS ne pourra pas ne pas tirer les conclusions. Je conseille (aux socialistes) de ne pas céder à des réflexes sectaires d'appareil. Interrogé sur l'éventualité d'un congrès socialiste, il a estimé qu'on ne réglerait pas « la question énorme qui se pose dans ce pays » par un « simple congrès qui serait bis repetita ». Un peu plus tôt sur France 2, Henri Emmanuelli avait salué un « non d'espérance ».

Même son de cloche pour **Marc Dolez**, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, partisan du non, qui a estimé que la direction du PS « doit tirer toutes les leçons du 29 mai 2005 comme du 21 avril 2002 et remettre son mandat dans les mains des militants ».

Olivier Besancenot, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a estimé hier que la victoire du "non" était « le contraire de la victoire de l'extrême droite ».



Le président Jacques Chirac a déclaré, hier soir, dans une allocution télévisée qu'il avait « pris acte » de la large victoire du « non » et qu'il prendrait une décision « dans les tout prochains jours » sur le gouvernement.

(Photo AFP/Patrick Kovarik)

Hollande et Bayrou le spleen des deux François

« François Hollande a appelé le Parti socialiste, divisé entre le "oui" et le "non" à la Constitution européenne, à se "retrouver sur un projet crédible et mobilisateur" afin d'offrir une nouvelle perspective aux Français.

Pour le premier secrétaire du PS, qui a fait campagne pour le Traité constitutionnel, « la droite est aujourd'hui incapable d'offrir une perspective au pays ». Selon lui, il n'y a aucune « inflexion à attendre du discours de Jacques Chirac ».

Pendant la campagne référendaire, les socialistes ont eu « d'autant plus de mal à se faire entendre que leur parti s'est divisé, certains s'affranchissant de la règle commune », a-t-il souligné, visant sans les nommer son numéro deux, Laurent Fabius, ainsi que Jean-Luc Mélenchon et Henri Emmanuelli.

« François Bayrou, président de l'UDF, a estimé que le rejet de la Constitution européenne « ouvre une période

de grande difficulté européenne et sanctionne une gravissime crise française. La crise de confiance a gonflé, elle est devenue un raz-de-marée, une vague de fond, elle sanctionne tous les partis de gouvernement après les avoir sanctionnés l'un après l'autre (...). La

question d'un changement de gouvernement n'est pas à l'échelle de ce qui vient de se passer. Il a demandé au président de la République « d'organiser la consultation nécessaire, la confrontation des forces vives pour aider notre pays à sortir de sa crise ».



Pour François Hollande « le rejet du traité » signifie « le rejet du pouvoir », tandis que François Bayrou estime que le non « sanctionne une gravissime crise française ».

(Photos AFP/Derrick Ceyrac et Lionel Bonaventure)



l'allocution du président Chirac :

« Mes chers compatriotes de métropole et d'Outre-mer, la France s'est démocratiquement exprimée. Vous avez majoritairement rejeté la Constitution européenne. C'est votre décision souveraine et j'en prends acte. Pour autant, nos intérêts et nos ambitions sont profondément liés à l'Europe.

« La France, pays fondateur de l'Union, reste naturellement dans l'Union. Je tiens à vous dire, à dire à nos partenaires européens et à tous les peuples de l'Europe, que la France continuera à y tenir toute sa place dans le respect de ses engagements.

« Des processus de ratification sont en cours dans l'ensemble des pays de l'Union. Neuf pays se sont déjà prononcés pour le oui, nos autres partenaires s'exprimeront à leur tour. D'ici là, l'Union européenne va continuer à fonctionner sur la base des traités

nous des échéances importantes. Le 16 juin, le Conseil européen se réunira à Bruxelles, j'y défendrai les positions de notre pays en tenant compte des messages des Françaises et des Français. Mais ne nous y trompons pas, la décision de la France crée inévitablement un contexte difficile pour la défense de nos intérêts en Europe.

« Nous devons y répondre en nous rassemblant autour d'une exigence, celle de l'intérêt national.

« Mes chers compatriotes, au cours de ces débats, vous avez exprimé vos inquiétudes et vos attentes, j'entends et réponds en donnant une impulsion nouvelle et forte à l'action gouvernementale. Je vous ferai part, dans les tout prochains jours, de mes décisions concernant le gouvernement et les priorités de son action. »



Le Pen exige la démission du Président

Jean-Marie Le Pen (photo AFP/Pascal Pavan), président du Front national, a estimé que ce scrutin « ouvre un avenir en France si le président de la République tire les conséquences normales du résultat de ce référendum, à savoir sa démission ».

Le chef de l'Etat « s'est profondément impliqué au lieu de rester neutre comme sa fonction d'arbitre lui imposait, il a voulu peser de tout son poids y compris par la menace (...). Dans ces conditions, il n'est plus qualifié pour rester à la tête du pays et aussi bien lui que son gouvernement doivent rendre leur mandat au peuple qui s'est prononcé (hier soir) sans équivoque ».

d'élections législatives. « Les Français ont repris leur avenir en main », s'est réjoui la fille du président du Front national. Le "non" a démontré « la fantastique fracture entre le peuple français et ses représentants ».

« Dominique Strauss-Kahn, député PS, a déclaré qu'il « y a eu un cri français qui n'a pas d'unité. Cette angoisse des Français, ce refus de la politique du gouvernement menée depuis trois ans qui fait que les Français avaient envie de renverser la table (n'ont pas été entendues). »

« Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, s'est dite « déçue ». Elle a appelé au « rassemblement » derrière le président Chirac, qui va avoir la charge de défendre les intérêts de la France. « Je pense que c'est une défaite pour l'Europe et que c'est aussi une défaite pour la France ».

« Jack Lang, porte-parole de la campagne du Parti socialiste, a estimé que ce résultat est le signe d'« une colère, une rage, une bronca à l'égard du pouvoir politique. (...) Les gens n'en peuvent plus, c'est un ras-le-bol ce soir qui s'exprime, dont malheureusement l'Europe est victime. »

« Noël Mamère, député-maire (Vert) de Bègles, a estimé que « ce malheureux traité constitutionnel sert de bouc émissaire. La gauche maintenant a une ardente obligation. Dans la semaine, ou très rapidement, l'ensemble des gauches européennes » doit se réunir afin de regarder « comment on peut apporter une inflexion à cette Europe ».

« Arnaud Montebourg, un des leaders du Nouveau parti socialiste (NPS), a estimé que la victoire du "non" était « une gigantesque motion de censure populaire. Les citoyens ont fait irruption dans le processus de construction européenne (pour nous dire que) l'Europe ne peut pas être libérale. A gauche, deux électeurs sur trois nous ont dit (ne pas vouloir) de cette Europe ».



Pour Philippe de Villiers, « c'est le peuple français qui envoie une grande claque à tout un système qui prétend commander notre pensée ». (Photo AFP/Franck Perry)

quelle Europe ?

Matignon : Villepin, MAM ou Sarkozy

La large victoire du "non" au référendum devrait conduire à un changement de Premier ministre, là où un "oui" aurait peut-être pu prolonger de quelques mois le bail de Jean-Pierre Raffarin.

Sans y faire explicitement allusion, le président Jacques Chirac a annoncé dès hier soir qu'il prendrait une décision « dans les tout prochains jours » sur le gouvernement et « les priorités » de son action. Déjà jeudi dernier, il avait souhaité donner « une nouvelle impulsion » politique au lendemain du référendum.

Le très chiraquien ministre de l'Intérieur Dominique de Villepin, qui a été reçu pendant une heure et demie vendredi par le chef de l'Etat, semblait alors favori pour être nommé à Matignon.

C'est maintenant une certitude : Jacques Chirac va demander dans les jours à venir à un nouveau Premier ministre de constituer un gouvernement

« Il y a 90 % de chances que ce soit Villepin », affirmait hier soir l'entourage d'un ministre même si l'ampleur du "non" pourrait conduire le chef de l'Etat à ne pas écarter l'hypothèse d'un « plan S », soit la nomination du président de l'UMP Nicolas Sarkozy, le plus à même d'incarner le changement.

Avant d'aller voter à la mi-journée, le chef du gouvernement avait lui-même observé que, « quelles que soient les hypothèses, quels que soient les scénarios, les décisions sont prêtes, mûries, réfléchies, en loyauté

avec le chef de l'Etat ». Hier soir, il a brièvement réagi en déclarant qu'il restait « fidèle au pacte de loyauté qui (le) lie au chef de l'Etat » et qu'il « soutiendra avec (son) expérience les orientations qu'il fixera pour notre pays ».

Selon un sondage TNS-Sofres réalisé hier après-midi, plus de six Français sur dix (62 %) souhaitent le départ du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, contre 27 % qui n'y sont pas favorables. Pour lui succéder, les Français placent Nicolas Sarkozy en tête à 24 %, devant Dominique de Villepin (18 %), Michèle

Alliot-Marie (12 %), Jean-Louis Borloo (10 %), François Bayrou (8 %) et Philippe Douste-Blazy (5 %).

Déclaration de guerre

L'exécutif travaillait ces derniers jours sur plusieurs hypothèses : départ immédiat de Jean-Pierre Raffarin ou sursis de quelques semaines. Avec une telle avance du "non", le Premier ministre, affaibli par une impopularité record, ne paraît plus en mesure de rebondir.

S'il a déjoué tous les pronostics le donnant régulièrement partant et a finalement, malgré la débâcle des régionales de 2004, tenu trois ans à Matignon – la meilleure performance pour un chef de gouvernement de droite depuis Raymond Barre – il a donné ces derniers jours l'impression d'être résigné à céder la place.

« Je n'ai pas de regrets dans ce que j'ai fait », affirmait-il sur LCI, en parlant au passé de son action comme chef du gouvernement. Une petite phrase aussitôt interprétée comme un quasi testament politique. Outre de Villepin, la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie semblait être dans la course jusqu'au dernier moment avant que le nom du ministre de l'Intérieur ne paraisse s'imposer.

Chez les sarkozystes, la décision de nommer le ministre de l'Intérieur à Matignon serait vécue comme une déclaration de guerre, le patron de l'UMP voyant en lui un concurrent potentiel pour la présidentielle de 2007. En intervenant hier soir avec une grande détermination et en mettant en avant le besoin de « sang-froid et d'énergie » pour la période à venir, le président de l'UMP a donné le sentiment de faire acte de candidature.



Sarkozy veut « faire bouger le pays »

Le président de l'UMP Nicolas Sarkozy (photo AFP/Joël Saget) a déclaré, hier soir, que « les Français nous appellent à des remises en cause profondes, rapides, vigoureuses ».

« C'est une période difficile qui s'ouvre », a-t-il estimé, qui nécessitera « du sang-froid et de l'énergie ».

« Elle exigera l'unité de toute l'UMP et le soutien au président de la République », a affirmé le président de l'UMP qui a précisé qu'il assumerait ses responsabilités « sans renoncer à (sa) part de vérité et donc de liberté ».



Le processus de ratification du Traité constitutionnel doit se poursuivre dans les 15 pays de l'UE qui ne l'ont pas encore fait, ont déclaré, hier, les présidents des principaux groupes du Parlement européen. (Photo P.E.)

L'avenir de l'Union en questions

La France a plongé hier l'Union européenne dans une crise aux conséquences multiples.

• Le processus de ratification se poursuivra-t-il ?

Les dirigeants européens ont affiché dès hier leur volonté de poursuivre le processus de ratification d'un traité déjà approuvé dans neuf pays. Ils suivent ainsi la logique de la Constitution, qui prévoit que les pays doivent ratifier le texte avant novembre 2006, échéance à laquelle les gouvernements se réuniront pour décider de la suite des choses si 80 % des pays l'ont ratifié. Il reste à savoir si cette ligne sera longtemps tenable, la France étant l'un des pays fondateurs de l'Europe. « Je ne vois pas comment on peut imposer à Tony Blair de continuer », souligne Paul Magnette, le directeur de l'Institut d'études européennes de Bruxelles. « On lui deman-

derait de prendre un risque énorme pour un traité mort-né ».

• Quelles seront les conséquences pratiques de la crise ?

Pas de scénarios apocalyptiques. L'euro et le marché unique ne sont pas en danger. Mais les dirigeants français seront encore plus réticents à accepter les réformes économiques souhaitées par leurs partenaires européens, et notamment la libéralisation des services. De plus, les chances d'un accord sur le budget de l'UE élargie en juin prochain, seront encore plus réduites, ce qui implique des risques pour la Politique agricole commune (PAC).

• Une renégociation est-elle possible ?

La revendication du "non" de gauche de plus d'Europe sociale sera très difficile à faire

accepter aux autres membres. La seule issue serait une renégociation de façade qui déboucherait par exemple sur une déclaration d'intention insistant sur l'importance du modèle social européen. Mais les responsables reconnaissent que ce type de concession mineure ne permettra pas d'organiser un nouveau référendum et l'adoption de la Constitution par l'Assemblée nationale grâce à un tel artifice est lui aussi exclu.

• Quelle sera la place de la France en Europe ?

Les responsables français craignent d'être contournés en permanence par leurs partenaires européens. Selon l'un d'eux, le Royaume-Uni pourrait tirer son épingle du jeu : « Les Britanniques pourraient remporter la mise avec une France affaiblie et une dissolution du couple franco-allemand ».



De Villiers et Le Pen se disputent la victoire

La part prise par les souverainistes dans la victoire du non marque le retour sur le devant de la scène de Philippe de Villiers, désormais possible candidat à la présidentielle de 2007 face à un Jean-Marie Le Pen très en retrait pendant la campagne. Néanmoins, aucun des deux responsables ne peut revendiquer la paternité majoritaire de ce vote négatif.

L'électorat lepéniste, même au second tour de la présidentielle de 2002, n'a pas dépassé 20 % et le Mouvement pour la France, bien plus réduit que le FN, ne dispose pas d'une implantation nationale suffisante pour revendiquer un vote massif, sauf à avoir attiré une partie de l'électorat

gaulliste de l'UMP. De Villiers peut de nouveau envisager de se présenter à la présidentielle de 2007. Il avait renoncé à poser sa candidature en 2002. Autre atout : le MPF compte notamment tirer profit de la guerre de succession qui fait rage depuis plusieurs mois au FN, à quelques jours des 77 ans de Jean-Marie Le Pen, et qui, cumulée avec la scission de 1999 avec Bruno Mégret, a fortement affaibli le parti d'extrême droite.

Du côté du FN, Jean-Marie Le Pen n'envisage pas de céder sa place et affirme haut et clair qu'il sera candidat à la présidence du parti lors du prochain congrès, mais aussi à la présidentielle en 2007.

Or son dernier dérapage de janvier sur la deuxième guerre mondiale rend cet exercice délicat. Et selon une enquête, il n'est pas certain qu'il puisse recueillir les 500 signatures de maires nécessaires pour se présenter. Il n'est pas certain non plus que Bruno Gollnisch ou Marine Le Pen parviennent mieux que lui à rassembler les 500 noms.

Si aucun candidat FN n'est en lice en 2007, Philippe de Villiers pourra sans doute compter sur une partie des électeurs d'extrême droite misant notamment sur sa thématique contre l'entrée de la Turquie dans l'UE ou contre l'immigration massive,

« En disant "non", les Français nous appellent à des mises en cause profondes, rapides, vigoureuses. Les Français nous pressent d'en finir avec nos immobilismes, avec nos frilosités (...) pour faire bouger le pays et le remettre en mouvement sans tarder ».

« Il nous faut décider un programme d'actions innovant, courageux ambitieux ».

« Clairement, par l'ampleur de leur vote, les Français nous ont dit aussi leur volonté de vivre mieux, leurs craintes devant un chômage devenu inéluctable. Il faut rendre à notre modèle social la réalité qu'il a perdue ».

Les réactions dans l'Union

• **Gerhard Schröder** (ci-dessous, photo AFP) a déclaré, hier soir, que le "non" français était « un revers pour le processus de ratification de la Constitution mais pas sa fin ».

« Ce n'est pas non plus la fin du partenariat franco-allemand dans et pour l'Europe », a ajouté le chancelier allemand.

• **Romano Prodi**, leader de l'opposition italienne et ancien président de la Commission européenne, s'est dit « extrêmement déçu » du rejet de la Constitution européenne par les Français. « Il faut réfléchir et écouter ces

signaux de malaise », a-t-il déclaré. « Mais il faut malgré tout continuer à faire avancer le projet européen ».

• **Göran Persson**, le Premier ministre social-démocrate suédois, a estimé qu'« il est important que Jacques Chirac se tienne à ses déclarations de ne pas rouvrir de nouvelles négociations parce que d'autres pays sont impliqués dans ce même processus de ratification ».

« C'est un revers pour le président français et son gouvernement, c'est un revers pour le processus de ratification et c'est un revers énorme pour la perspective européenne », a-t-il ajouté.

• **Jean-Claude Juncker**, (ci-contre, photo AFP), président en exercice de l'Union européenne, a estimé que « le processus de ratification doit se poursuivre ». Il a annoncé qu'il fallait « réfléchir » à la situation, le "non" français étant selon lui contradictoire, certains voulant plus d'Europe et d'autres demandant moins d'intégration.

• **José Luis Rodriguez Zapatero**, le chef du gouvernement espagnol, a considéré que « le processus de ratification doit continuer malgré le "non" français ».

• **Jack Straw**, le chef de la diplomatie britannique, a appelé les Vingt-Cinq à une « période de réflexion » d'ici le conseil européen du 16 juin : « Le résultat soulève de profondes questions pour chacun d'entre nous en ce



qui concerne la direction future de l'Europe », a-t-il ajouté.

• **José Manuel Durao Barroso**, le président de la Commission européenne, a affirmé : « Je ne crois pas à la possibilité d'une renégociation de ce traité car il y a 25 Etats membres et la Constitution était le résultat d'un compromis extrêmement difficile (...) L'Europe ne peut pas résulter seulement d'une vision, aussi importante soit-elle ».

« Pour autant, a-t-il ajouté, la France continuera à être toujours essentielle au sein de l'Union européenne ».

Après le séisme du 21 avril 2002

Second coup de tonnerre pour le PS

Pour François Hollande, c'est la gueule de bois, pour Laurent Fabius et le camp du « non » à gauche, c'est un triomphe. Pour le PS, coupé de son électorat qui s'est en partie porté sur le « non », l'après-référendum s'annonce comme un chemin de croix, entre règlements de comptes internes lors d'un probable Congrès anticipé et dou-

loureuses tractations avec les autres partis de gauche, en position de force, en vue des élections de 2007.

Amers, le visage défait, les ténors du « oui » au PS ont sans attendre renvoyé la responsabilité de cette giflé électorale à Jacques Chirac.

Pour le PS, dont les militants avaient choisi le « oui » à 59 %

lors d'un référendum interne le 1^{er} décembre, ce scrutin a en tout cas un goût amer de réplique du 21 avril 2002, quand Lionel Jospin fut évincé du second tour de la présidentielle. Alors qu'il s'était fixé comme objectif d'avoir 60 % de ses électeurs sur le « oui », le parti à la rose apparaît coupé de son électorat populaire et des classes moyennes, dont une partie s'est portée sur le « non ».

Une longueur d'avance pour Fabius

Pour le « présidentiable » Laurent Fabius, qui a joué son va-tout sur ce référendum après avoir perdu la première manche en décembre, c'est en revanche un triomphe. L'ancien Premier ministre, resté dans son fief de Seine-Maritime hier, a laissé à ses proches le soin de commenter. « C'est un succès » pour le camp du « non », auquel « Laurent Fabius a apporté une crédibilité », s'est ainsi félicité son lieutenant, Claude Bartolone.

Devenu l'homme à abattre pour le camp du « oui », Laurent Fabius se retrouve en position de force. Il est le seul « présidentiable » du PS à avoir fait campagne pour le « non » et a pris une longueur d'avance en vue des alliances électorales pour

2007 en se posant comme le centre de gravité de la gauche. Reste à savoir s'il pourra dans l'immédiat conserver son poste de n°2 du PS, tant les partisans du « oui » au sein du parti ont envie d'en découdre avec lui.

De fait, l'après-référendum risque fort de tourner au règlement de comptes dans un PS coupé en deux depuis septembre. Dès hier, Dominique Strauss-Kahn a dénoncé « ceux qui ont joué sur les peurs » et François Hollande ceux qui, à l'instar de Laurent Fabius, Henri Emmanuelli ou Jean-Luc Mélenchon, se sont « affranchis de la règle commune ». La question devrait être abordée dès le conseil national (« Parlement » du PS) qui se réunit ce samedi pour solder les comptes.

Au final, il devrait revenir à un congrès extraordinaire de « clarification », convoqué probablement avant la fin 2005, de trancher la question des hommes et la ligne politique. Les « adhérents doivent avoir le dernier mot sur les choix à venir », a ainsi promis François Hollande. Répondant par avance à ceux qui réclameraient un coup de barre à gauche de la ligne du parti suite à la victoire du « non », il a toutefois mis en garde contre « les désillusions et les incantations sans lendemain ».



Henri Emmanuelli dénoncé par François Hollande comme l'un de ceux qui se sont « affranchis de la règle commune ». (Photopqr/Maxppp/Rémi Ochlik)

La gauche contestataire se refait une santé

Au-delà du PS, la question va aussi se poser du rassemblement de la gauche, condition nécessaire à sa victoire en 2007.

Pour le PCF, après une campagne en forme de cure de jouvence, ce résultat est un succès d'une ampleur inespérée qui va lui permettre de peser sur le grand frère socialiste. C'est un « tournant historique », a salué la secrétaire nationale du PCF, Marie-Georgé Buffet.

Un grand rassemblement ?

Dans les prochaines semaines, les leaders de la LCR, du PCF et certains Verts qui se sont réunis sur le « non » devraient se retrouver pour réfléchir à un rassemblement à la gauche du PS sur une base « antilibérale ». Tirant les leçons de l'éparpillement destructeur de la présidentielle de 2002, Henri Emmanuelli a d'ores et déjà proposé d'organiser une primaire à gauche pour 2007.



Les Pays-Bas dans la spirale

Après les Français, ce sont les Néerlandais qui se prononceront, mercredi, par référendum sur la Constitution européenne.

Alors que le « non » mène dans les sondages, le Premier ministre Jan Peter Balkenende a appelé, hier, ses concitoyens à voter « oui ». Le traité constitutionnel « renforcera la démocratie » en Europe, a-t-il affirmé. Il a invité les Hollandais à ne pas se laisser influencer par le « non » de la France. « Les Français décident ce qu'ils veulent mais nous, Néerlandais, nous devons nous forger notre propre avis, comme nous l'avons toujours fait et comme nous continuerons à le faire », a également

insisté le ministre des Affaires étrangères, Ben Bot. « Les Pays-Bas feront leur propre choix mais le choix français donne une motivation supplémentaire au camp du "non" », déclarait, hier soir, Harry van Bommel, le député du Parti socialiste (SP), un petit mouvement de gauche.

D'après un sondage publié, samedi, par l'institut Maurice de Hond, 51 % des Néerlandais sont contre la Constitution européenne, 39 % sont pour, et les 10 % restant sont indécis. Il y a une semaine, le « non » était donné à 53 % et le « oui » à 36 %.